

Date : Le 30 avril 2015

Les commissaires :

L'honorable France Charbonneau, présidente
M. Renaud Lachance, commissaire

YVES CADOTTE

Requérant

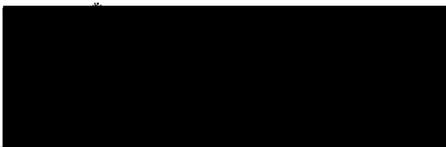
**DÉCLARATION D'INTENTION DE FAIRE DES REPRÉSENTATIONS
SUITE À LA RÉCEPTION D'UN PRÉAVIS DE CONCLUSION DÉFAVORABLE
(ART. 86 ET 19d des Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi
et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (CEIC))**

PAR LES PRÉSENTES, YVES CADOTTE REQUIERT LA PERMISSION, PAR L'ENTREMISE DE SON PROCUREUR, ME LOUIS COALLIER DU CABINET DUFRESNE HÉBERT COMEAU INC., LA PERMISSION D'EFFECTUER DES REPRÉSENTATIONS EN REGARD DES QUATRE (4) CONCLUSIONS CONTENUES À UN PRÉAVIS EN VERTU DE L'ARTICLE 82 EN DATE DU 9 AVRIL 2015 TRANSMIS À M. YVES CADOTTE.

Sommairement, la position de M. Yves Cadotte, en regard des quatre (4) conclusions, peut être résumée comme suit :

1. D'avoir participé, au nom de SNC-Lavalin, à un système de collusion impliquant des firmes de génie à la Ville de Montréal;
 - Cette conclusion est complètement erronée; M. Cadotte n'a participé à aucun système de collusion impliquant des firmes de génie à la Ville de Montréal.
2. D'avoir contribué, au nom de SNC-Lavalin, au financement d'Union Montréal en retour de l'octroi de contrats municipaux;
 - Cette conclusion est totalement inexacte en ce qui concerne les mots « en retour de l'octroi de contrats municipaux ». Ce financement était requis par Union Montréal pour ne pas exclure SNC-Lavalin des contrats municipaux.
3. De ne pas avoir respecté les règles de financement, notamment en ayant recours à des prête-noms pour légitimer les contributions politiques effectuées pour SNC-Lavalin aux partis municipaux et provinciaux.

- Cette conclusion est totalement inexacte. M. Cadotte réfèrera à la lettre de Me François Fontaine acheminée au procureur en chef de la Commission en date du 13 mars 2013 et fera valoir devant la Commission qu'en 2009, le système de remboursement par voie de bonis des contributions effectuées par les employés de SNC-Lavalin n'était pas illégal, tel que la loi était rédigée à l'époque.
4. D'avoir participé au financement de SNC-Lavalin à des partis municipaux et provinciaux dans l'objectif d'obtenir des avantages lors de l'octroi et de la gestion des contrats publics.
- Cette conclusion est inexacte en ce qui concerne les mots « dans l'objectif d'obtenir des avantages lors de l'octroi et de la gestion des contrats publics ». En autant que Yves Cadotte est concerné, ce dernier comprenait que ces démarches étaient requises par les partis municipaux et provinciaux afin de ne pas écarter SNC-Lavalin de l'obtention éventuelle de contrats publics.



Louis Coallier, avocat
DUFRESNE HÉBERT COMEAU INC.
Avocats de Yves Cadotte